

# Les journalistes menacés par l'autocensure

**Presse** La crise des médias a un impact sur notre démocratie, estime Julia Cagé, économiste.

**Entretien Virginie Roussel à Paris**

**C**eux qui financent les médias leur garantissent-ils une véritable indépendance ? Julia Cagé, professeur d'économie à Sciences Po Paris, interroge le citoyen autant que l'actionnaire dans "Sauver les médias. Capitalisme, financement participatif et démocratie" qui vient de paraître au Seuil, dans la collection "La République des idées".

**Dans votre étude sur les médias en Europe et aux Etats-Unis, vous montrez qu'un journal produit un bien public, l'information, alors qu'il est traité comme une entreprise marchande.**

C'est une des contradictions majeures des médias. L'école, l'université, la plupart des biens publics sont produits ou financés par l'Etat. Les journaux, pour une raison évidente d'indépendance, ne peuvent l'être. On a vu des journaux prendre des formes d'entreprises privées, beaucoup de sociétés par action, en France. Aux Etats-Unis, un très grand nombre de journaux ont été cotés en Bourse avec le but de maximiser leurs profits. Ils ont licencié des jour-

nalistes en prenant le risque de diminuer la qualité de l'information.

**Pourquoi la concurrence fragilise-t-elle les médias ?**

Avec un nombre croissant d'acteurs sur le marché, chaque média subit individuellement une baisse des ventes. L'entrée d'Internet sur le marché publicitaire a fait s'effondrer les recettes publicitaires et a même fait baisser le prix de la publicité. Pour compenser cette baisse des recettes, les médias licencient. En 2013, aux Etats-Unis, on compte en moyenne 27 journalistes par titre contre 39 en 2001, soit une baisse d'un tiers. En France, sur les deux dernières années, "Le Nouvel Observateur" a réduit la taille de sa rédaction de 15 % au moment du rachat par Berger, Niel et Pigasse. "Libération" a fait partir plus de deux tiers des journalistes. Même phénomène en Espagne, en Allemagne. Il y a de moins en moins de journalistes, de grands reporters, de correspondants étrangers pour nous expliquer un monde de plus en plus complexe.

**Les plus gros actionnaires menaceraient-ils donc la liberté d'une presse qu'ils prétendent sauver ?**

Le "Washington Post" a été refinancé à hauteur de 250 millions de dollars par Jeff Bezos, le fondateur d'Amazon. Il n'a pas besoin de demander aux journalistes de ne pas parler de manière négative de sa compagnie. Dans un journal qui licencie à tour de bras, les journalistes vi-

vent dans la peur que leur actionnaire s'en aille. A partir du moment où le capital n'est pas pérenne, il y aura une autocensure.

**Dans quelle mesure interviennent-ils dans l'éditorial ?**

Prenons le traitement de la vente des Rafales à l'Egypte qui vient d'être couvert dans "Le Figaro". Les articles montraient que ces avions étaient les plus efficaces du monde, que l'Egypte devait les acquérir pour répondre à des risques géopolitiques majeurs. Le même week-end, "Le Monde" publiait un article beaucoup plus nuancé. Dans "Le Figaro", Rafale égale Dassault, Dassault égale propriétaire. Je vais devoir voter aux présidentielles en 2017 et j'aimerais bien, en tant que citoyenne, que la couverture de la politique internationale, notamment, ne soit pas influencée par qui possède tels ou tels journaux.

**Les magnats des télécoms, tels que Patrick Drahi ou Xavier Niel, achètent des médias. Quelles sont leurs motivations ?**

Dans un secteur où la régulation est très importante, vous avez tout intérêt à avoir un outil d'influence sur celui qui fait cette régulation, c'est-à-dire le gouvernement.

Un des enjeux majeurs du secteur des télécoms, c'est l'attribution des nouvelles licences, c'est la régulation sur les rachats parce qu'il y a un vrai problème de monopole. C'est pour cette raison que je propose un nouveau modèle dans lequel leur poids d'influence soit réduit. C'est ma manière de dire à Pierre Bergé, Xavier Niel et Matthieu Pigasse : vous n'avez pas acheté "Le Monde" pour avoir une danseuse ou un outil d'influence, mais pour sauver ce titre phare de la presse française. Alors, prouvez-le, renoncez à un peu de ce pouvoir. En contrepartie, vous y gagnerez financièrement. Un gouvernement n'a jamais intérêt fondamentalement à se fâcher avec un patron de presse qui a son mot à dire sur la stratégie éditoriale.

**Le modèle payant de Médiapart, serait-ce l'avenir ?**

C'est un grand succès financièrement. Le problème, c'est que ce n'est pas un site d'information exhaustif. Il faudrait, à l'avenir, des médias qui fournissent une vision exhaustive de ce qui se passe en France et dans le monde, tous les jours, à chacun.

***“Le coût d’un journaliste d’investigation peut s’élever à plus de 250 000 dollars par an pour un média, en salaire et en dépenses, alors que ce journaliste ne produira que relativement peu d’articles.”***

**JULIA CAGÉ**  
Economiste

## **Épinglé**

### **Un nouveau statut pour des médias indépendants**

Dans “Sauver les médias. Capitalisme, financement participatif et démocratie”, Julia Cagé propose un nouveau modèle pour les journaux, radios, télévisions et pure players capables à la fois de sécuriser le financement en gelant leur capital et d’encadrer le pouvoir décisionnel des actionnaires extérieurs par la rédaction de statuts contraignants. Entre le statut de fondation et celui de société par actions, “la société de média à but non lucratif” s’inspire en partie des grandes universités internationales conciliant activité commerciale et non lucrative. “*On vit dans l’illusion que les médias vivent sous assistance. Et la publicité couvre un peu moins de 50 % du chiffre d’affaires des journaux*” démontre cette normalienne, titulaire d’un doctorat à l’université d’Harvard, professeur d’économie à Sciences Po Paris et membre de la Commission économique de la nation.